ASSEMBLÉE NATIONALE

8 août 2018

CROISSANCE ET TRANSFORMATION DES ENTREPRISES - (N° 1088)

Non soutenu

AMENDEMENT**N ° 348**

présenté par

Mme Do

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 10, substituer au mot :

« nécessaires »,

le mot :

« applicables ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à reprendre la formulation utilisée dans l'article 5 de la directive européenne 2006/123/CE dite « directive Services » du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur. En effet, l'alinéa 1 de l'article 5 de cette directive traite de la simplification des procédures de création et d'enregistrement pour les entreprises prestataires de services. Il prévoit que « les États membres examinent les procédures et formalités applicables à l'accès à une activité de service et à son exercice ».

Cependant, le texte de l'article 1^{er} ne fait pas allusion au terme « applicables » et opte pour l'adjectif « nécessaires ». Or ce changement n'est aucunement justifié et par conséquent, il s'agit d'apporter sur ce sujet une cohérence lexicale entre le code du commerce français et la directive « Services », en remplaçant ce mot inapproprié à l'alinéa 10 de l'article 1^{er}.